4 mai 2006, Québec

Allocution à l'occasion du dévoilement de la stratégie énergétique du Québec

Salutations,

Je désire saluer particulièrement les représentants du monde municipal qui sont avec nous, les représentants de nations autochtones et les représentants de l'industrie, de groupes environnementaux, et de tous ces gens qui sont vivement intéressés par l'annonce que nous faisons aujourd'hui suite à une consultation qui a commencée en 2004 sur une nouvelle stratégie énergétique pour le Québec, une consultation qui a été très rigoureuse, qui a fait l'objet de plusieurs échanges, à la fois en commission parlementaire mais également dans toutes les autres formes de consultations.

La consultation elle-même témoigne de l'importance que les Québécois attachent à la question de l'énergie. Il faut redire à nouveau à quel point l'énergie occupe une place fondamentale dans l'élaboration des politiques du gouvernement du Québec. De tous les temps, ça a été pour nous un symbole. C'est presque identitaire cette question de l'énergie pour nous. Ça a été, nous le savons, de grands débats politiques, que ce soit sur la nationalisation de l'électricité, la création d'Hydro-Québec par Adélard Godbout dans les années 40 allant jusqu'au débat sur la Baie-James, ce grand débat qui avait eu lieu entre les deux formations politiques majeures au Québec, entre le nucléaire et l'hydroélectricité.

Si vous faites l'histoire politique du Québec, vous allez trouver ce fil commun du débat sur l'énergie. Ce qu'il y a aussi de remarquable, c'est à quel point on en a fait chez nous un outil de développement économique et social. Les deux mots vont ensemble. Le développement économique qui a été fait avec l'utilisation de l'énergie comme outil est directement lié au développement social du Québec. On ne le dit pas peut-être assez souvent mais rappelons-nous que les bénéfices que nous en retirons nous a permis de développer sur le plan social, des programmes très avancés. Alors les deux sont intimement liés.

L'autre dimension qu'il faut rappeler, c'est à quel point c'est important pour les régions du Québec. Quand on parle d'énergie, on parle nécessairement du développement de nos régions et d'un développement très important. C'est donc après une vaste consultation menée par Pierre Corbeil que nous annonçons aujourd'hui cette stratégie énergétique qui s'inscrit dans une vision qui rejoint des annonces qui ont été faites dernièrement et qui vont suivre. Lors du budget, Michel Audet a annoncé la création du Fonds des générations qui nous permet de s'attaquer à la question de l'endettement et de réduire le poids de la dette sur l'économie québécoise. C'est la première fois dans notre histoire qu'on établit une stratégie aussi élaborée de réduction du poids de la dette et je vous rappelle qu'il y a derrière cette initiative une mise à contribution de nos ressources hydroélectriques. Les droits hydrauliques sont mis à contribution pour que nous puissions réduire le poids de la dette et tout cela s'inscrit sous un grand titre, celui du développement durable. Alors il faut voir la politique que nous annonçons aujourd'hui comme étant un nouveau jalon suite à l'annonce du Fonds des générations, mais qui sera suivi également par une politique sur le transport en commun, suivi également par une politique de réduction des gaz à effet de serre. Alors toutes ces politiques sont imbriquées, font partie de la même vision que nous avons pour l'avenir et

le développement du Québec. Cela s'inscrit également dans un contexte de développement durable, oui, mais dans un contexte qui est très changeant.

L'émergence de nouvelles économies, de concurrence, le prix du pétrole entre autres qui bat des records actuellement. Tout cela, toute la question de la réduction des gaz à effets de serre, le réchauffement climatique, ce contexte, ces éléments, tout cela s'inscrit dans cette vision de cette nouvelle politique énergétique.

Nous annonçons une nouvelle phase dans l'aménagement des ressources hydroélectriques au Québec. Cela a toujours été notre point de force. Ce n'est pas la seule source d'énergie évidemment, mais il y a là-dedans une nouvelle phase de développement que nous intensifions pour aller chercher un nouveau 500 mégawatts d'énergie hydroélectrique. Pierre Corbeil vous parlera avec un peu plus de détail de la nouvelle approche, dite une approche de portefeuille, une approche qui va nous permettre d'aller plus vite, d'accélérer le développement et de le faire en respectant bien sûr le principe de développement durable. Cela nous permettra aussi de faire des investissements très importants de l'ordre de 25 milliards \$ sur une assez courte période de temps et la création de 70 000 emplois.

Tout cela n'a d'égal que, si on compare au passé, ce qui a été fait lors du développement de la première phase de la Baie-James. Ce sera donc une occasion pour nous d'accélérer, de continuer à utiliser l'énergie hydroélectrique comme outil, comme levier de développement. Il y aura également une intensification du développement du potentiel éolien. D'ici 10 ans, le Québec aura ainsi porté à 4 000 mégawatts la puissance installée en énergie éolienne, soit 40 fois plus que ce que le Québec produisait déjà en 2003. C'est donc dire que du côté de l'éolienne, nous affirmons aujourd'hui cette volonté que nous avons d'être les leaders en Amérique du Nord pour une nouvelle source d'énergie renouvelable. Ce qui nous caractérise et nous distingue, c'est une approche québécoise où nous allons coupler en quelque sorte le développement de l'éolien avec l'énergie hydroélectrique. Cette approche qui se fonde sur les meilleures technologies tout en les développant davantage à l'avenir nous permet d'avoir une approche typiquement québécoise pour le développement d'une nouvelle source d'énergie renouvelable.

Nous investissons également dans les nouvelles technologies énergétiques et cela témoigne d'une approche qui est globale pour cette stratégie énergétique. Alors tout cela suppose la mise en valeur de nouvelles technologies énergétiques et avec la stratégie énergétique, le gouvernement parie résolument sur l'innovation en énergie et la recherche et le développement dans le secteur énergétique, notamment en appuyant le développement des carburants renouvelables comme l'éthanol carburant, le biodiesel, la géothermie mais également le solaire. Nous allons également consolider les approvisionnements en hydrocarbures. Il s'agit de préparer l'avenir en favorisant des investissements dans les hydrocarbures et d'explorer les potentiels de développement dont le Québec bénéficie. Nous allons ainsi encourager l'exploration du sous-sol québécois, notamment dans le golfe et dans l'estuaire du Saint-Laurent. Il existe un potentiel significatif de richesses énergétiques et nous devons en tirer parti. Ces richesses seront mises en valeur dans le respect de l'environnement et de la réglementation actuelle. Sur le plan territorial, nous allons également nommer un mandataire afin d'entreprendre des négociations avec le

gouvernement fédéral sur la question de la propriété du sous-sol. Nous savons que le gouvernement fédéral a déjà signé des ententes avec le gouvernement de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse et nous voulons également une entente similaire à ce qui a été fait avec ces deux autres gouvernements.

Nous allons donc confier à Hydro-Québec le mandat de contribuer à la relance de l'activité d'exploration pétrolière et gazière en attirant à cette fin des investissements privés. Nous allons également appuyer les initiatives visant à diversifier les approvisionnements en gaz naturel. Les projets de terminaux méthaniers représentent des occasions d'investissement et de création d'emploi qu'on ne peut pas négliger. Il faut cependant mesurer tous les impacts possibles et c'est exactement ce que nous allons faire et nous allons le faire aussi dans le respect du cadre réglementaire actuel.

Il y a dans cette nouvelle stratégie une volonté de s'assurer qu'on puisse respecter le développement durable en prenant une approche qui nous permet de faire des économies d'énergie. Cela rejoint le bon sens. Nous allons et nous proposons donc dans cette nouvelle politique des économies d'énergie qui sont centrales. Le gouvernement entend ainsi multiplier par huit d'ici l'horizon 2015 les objectifs d'efficacité d'énergie de l'ensemble des distributeurs de produits énergétiques et nous allons donc réduire la consommation prévue pour l'électricité, pour le gaz naturel et ce qu'y a de nouveau, nous allons inclure également les produits pétroliers. Grâce aux initiatives que nous engageons, le Québec va économiser 2,5 milliards \$ sur sa facture d'énergie à l'horizon 2015 et cela va nous permettre d'éviter l'émission de 9,4 millions de tonnes de gaz à effet de serre. Un plan d'ensemble sera mis en œuvre par l'Agence de l'efficacité énergétique en collaboration avec les distributeurs et les milieux concernés.

Je mentionnais il y a une minute, que nous allons innover en mettant l'accent sur les économies de produits pétroliers. Cela nous permet d'avoir une réponse globale à cette question de la réduction des gaz à effet de serre et d'inclure l'ensemble, l'ensemble des sources d'énergie. C'est une stratégie qui va se déployer sur une période de 10 ans et c'est une stratégie énergétique qui va placer le Québec dans une position de leadership sur plusieurs grandes initiatives. Que ce soit l'hydroélectrique, les projets d'économie, d'efficacité énergétique ou l'éolienne, le Québec fait le choix aujourd'hui d'être un leader et de continuer dans la foulée et dans la meilleure de nos traditions et de nos habitudes en mettant l'accent sur une énergie qui est renouvelable. Cela nous amène aussi à franchir une nouvelle étape. Jusqu'à maintenant, le Québec a toujours développé sa politique énergétique en tenant compte de ses besoins internes, domestiques. Je vous rappelle que dans cette nouvelle politique énergétique, nous affirmons notre volonté d'en faire un levier aussi de développement économique et de création de richesse et que nous allons également délibérément favoriser l'exportation d'énergie vers nos voisins. Que ce soit les États-Unis ou l'Ontario, l'objectif que nous poursuivons, c'est de pouvoir contribuer au plan continental à l'approvisionnement en énergie mais surtout en énergie propre et renouvelable.

Nous voyons là-dedans des ambitions qui nous permettent de réduire les gaz à effets de serre et de substituer l'énergie fossile avec une énergie propre et renouvelable. Il y a donc là-

dedans pour le Québec une occasion unique de contribuer au développement durable et le faire tout en permettant la création de richesses et le maintien de programmes sociaux.

Nous franchissons une nouvelle étape avec la politique énergétique du gouvernement du Québec.

Merci.